



**COMPTE RENDU DU PANEL ORGANISE PAR L’INSTITUT FREE-AFRIK LORS DE L’INAUGURATION DE SON SIEGE A BOBO-DIOULASSO le 7 mars 2021.**

Bobo le 14 mars 2021

**INTRODUCTION**

Dans son mot introductif, Dr Ra-Sablga Seydou Ouédraogo présente l’institut Free Afrik comme une organisation à but non lucratif dédié aux activités de recherches en économie et aux partages des résultats. La création d’un bureau à bobo vise non seulement à pérenniser ses actions mais aussi à former les jeunes sur le leadership africain. Cet espace dédié aux jeunes, et qui porte le nom de Daniel Ouézzin Coulibaly, est un lieu de rencontre de plusieurs personnes qui ont des choses à dire aux jeunes. Cela dans le but de contribuer à changer le pays. Les discours d’inauguration se sont poursuivis avec celui de Ouézzin Coulibaly, fils de Daniel Ouézzin Coulibaly, invité pour cette occasion. Il a d’abord remercié l’institut pour ‘ouverture de son bureau à Bobo, et du choix porté sur le nom de son regretté père pour l’institut. Ensuite il a donné quelques avantages à fréquenter l’institut avant d’encourager la jeunesse de la ville de Sya (Bobo) à s’approprier cet espace de rencontres et de partages qui leur est dédié.

**CONTEXTE DU PANEL**

**« Lutte pour l’émancipation féminine : SANKARA, le père de la femme burkinabé ?»** est le thème du panel qui a marqué la commémoration de la journée des droits de la femme et aussi l’inauguration du bureau de l’institut FREE Afrik de Bobo.

En effet, apparue dans un contexte de mouvements sociaux du XXe siècle en Amérique du Nord et en Europe, le « huit mars »est depuis quelques décennies une journée de commémoration des luttes des femmes pour l’égalité du genre et des droits.

Cependant, de nos jours, le 8 mars est devenu une journée festive plus qu’une journée d’engagement véritable et commémorative des résultats obtenus en faveurs des femmes au Burkina Faso et dans le monde ; c’est à partir de la révolution que la question de l’émancipation de la femme a été prise en compte dans les politiques publiques.

Pour sur sur le thème du panel, plusieurs personnalités féminines importantes ont invitées à faire une communication. Elles ont ne commun le fait d’avoir animé la vie publique durant la période de la révolution au Burkina. Elles ont donc des témoignages à partager sur la question d’émancipation des femmes de la période révolutionnaire à nos jours et sont les personnes le mieux indiquées pour être les panelistes de cette journée commémorative.

Il s’agit de personnalités suivantes :

* Madame Béatrice DAMIBA, Ministre sous la révolution ([nomadami07@yahoo.fr](mailto:nomadami07@yahoo.fr))
* Madame Eve SANON, Haut-commissaire sous la révolution ([sanoneve@yahoo.fr](mailto:sanoneve@yahoo.fr))
* Madame Adèle TRAORE, Haut-commissaire sous la révolution ([npereadele@gmail.com](mailto:npereadele@gmail.com))
* Madame Mariamé OUATTARA, Spécialiste genre ([mariame06@yahoo.fr](mailto:mariame06@yahoo.fr))
* Docteur Barbara KY, Economiste ([Ibvky@uemoa.int](mailto:Ibvky@uemoa.int))

**Résumé du déroulement de la conférence**

Le panel s’est déroulé en 2 temps forts : une phase de questions posées aux communicatrices, suivie des réponses aux questions et une phase de discussions avec les participants.

**PHASE DE QUESTIONS ET DE REPONSES DES PANELLISTES**

**Q1 : il a été demandé aux communicatrices ce qu’est le 8 mars.**

En réponse, madame Béatrice Damiba a donné l’historique (au Burkina et dans le monde) et l’origine de cette journée avant de dire que « c’est la journée internationale des droits de la femme (accès à l’éducation et au capital productif dont les crédits entre autres) ». Toujours selon elle, « c’est une journée de réflexion et d’introspection du chemin parcouru, des insuffisances et aussi de réflexion aux perspectives de ce qui reste à faire pour l’épanouissement de la femme ».

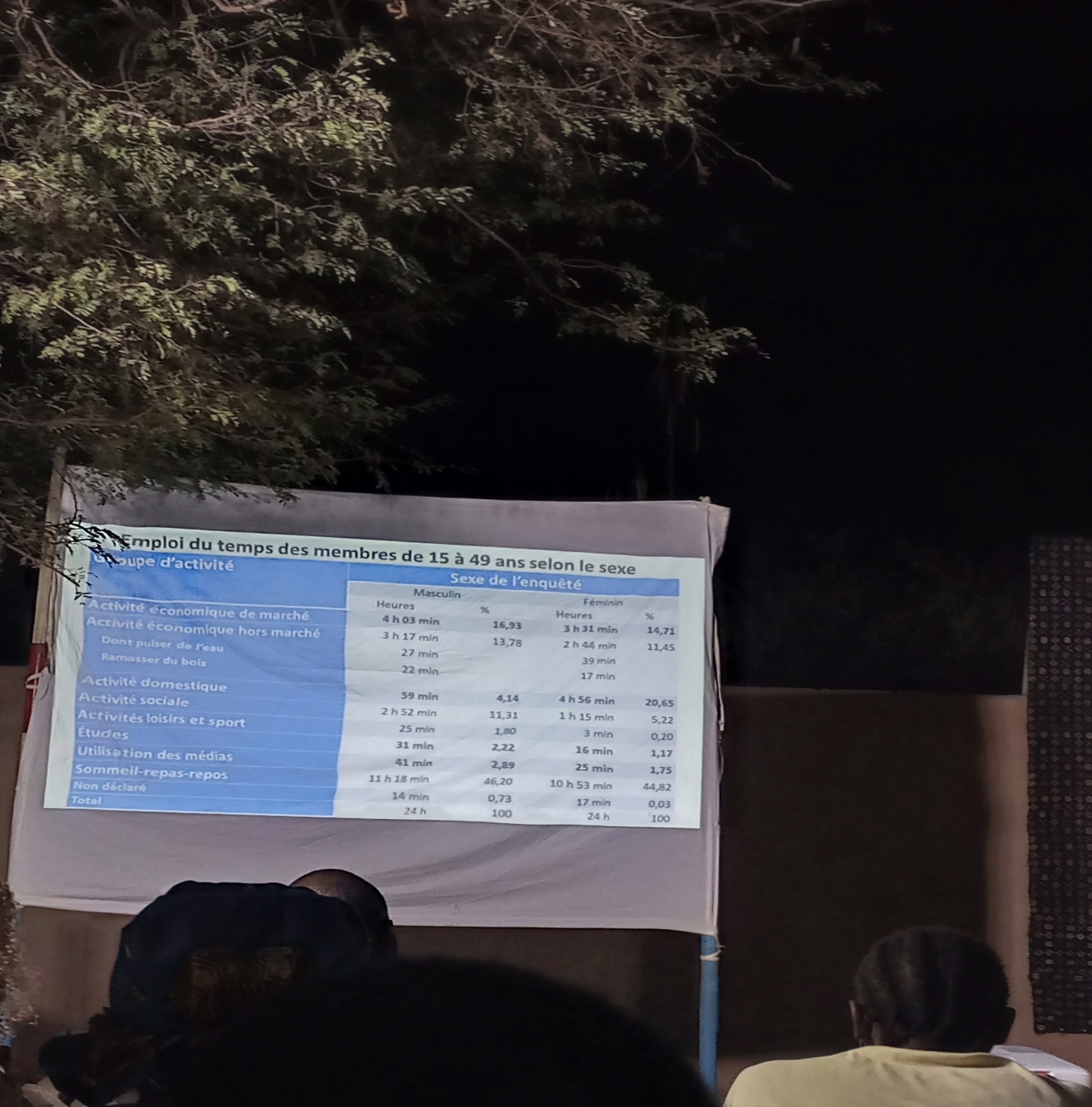
Madame Eve Sanon a rejoint la première intervenante dans sa définition et elle a salué le courage des pionnières dans la lutte pour les droits des femmes.

Dr Barbara quant a elle définie cette date comme une journée ou l’on pense à de nouveaux paradigmes, ou l’on essaie d’innover et d’explorer de nouvelles façons d’intégrer la question du genre dans les politiques publiques et dans l’ensemble des secteurs du développement.

**Q2. Quelle est la réalité des discriminations fondées sur le genre ?**

Dr Barbara a débuté en ses propos : « lorsqu’on évoque ces questions d’égalités et d’inégalités entre homme et femmes c’est dans quel but ? Veut-on que la femme ait plus de droits ? Cela peut-il l’amener à s’épanouir davantage ?, à se développer ou l’éloigner de la pauvreté ? ». En réponse à toutes ces interrogations, elle trouve qu’il y a un paradoxe puisque les femmes semblent être celles qui travaillent le plus mais sont également les plus pauvres. Elles sont les premières à se lever et les dernières à se coucher. C’est un état de fait qui demande à savoir si le système économique du pays intègre les productions économiques des femmes dans la lutte contre la pauvreté. Elle a donc attiré l’attention sur la nécessité de chercher à connaitre l’impact du temps de travail non-rémunéré sur le statut de pauvreté d’un individu.

Elle a partagé des résultats d’enquêtes statistiques budgétaires retraçant l’activité des individus pendant 24h au Burkina Faso. Données collectées en 2009 et publiées en 2018.



Ces résultats montrent que les femmes passent plus de temps à effectuer des travaux non rémunérés (appellation utilisée dans la comptabilité publique nationale), source de leur pauvreté. Elle a fait savoir que ce temps de travail non-rémunéré conduit dans une pauvreté de capabilité conduisant elle aussi à une pauvreté monétaire.



On ne peut parler d’égalité dans un contexte ou pour une course vers le développement d’une nation les femmes sont empêchées par ces obstacles à savoir les travaux non-rémunérés.

Elle a terminé par un exemple de prise en charge pour libérer les femmes de la corvée d’eau, qui propose au Ministère en charge de l’eau de se munir de résultants d’enquêtes budget-temps pour parfaire son diagnostic lorsqu’il prévoit la réalisation des forages.

Le Dr Ra-sablga Seydou Ouédraogo, modérateur du panel, avant de donner la parole à Madame Ouattara, a remercié Dr Barbara Ky pour avoir indiqué le paradoxe au Burkina et dans d’autres pays africains que les femmes travaillent beaucoup plus que les hommes, mais que l’essentiel du travail des hommes permet de ramener de l’argent à la maison et les femmes quant à elles entretiennent la famille à travers le travail domestique non comptabilisé.

Madame Ouattara Spécialiste du genre, avant de réagir sur la question de discriminations fondées sur le genre, a remercié Dr Ky pour avoir véritablement mis le doigt (à travers ces travaux de recherche) sur cette problématique qui mine le développement des pays africains et du Burkina en particulier.

Selon elle, le travail non-rémunéré affecte les femmes dans plusieurs catégories d’inégalités dont :

* Le manque de capacitation dû à une insuffisance de temps qui empêche les femmes de se former. Sans cette capacité, elles ne peuvent pas participer au développement du pays ;
* L’inégalité des conditions de vie : puisqu’il faut du temps pour chercher de l’argent qui servira à créer de meilleures conditions de vie ;
* L’inégalité sociale : la femme qui est dans une pauvreté monétaire se sent rejetée par la société ;
* L’inégalité politique : sans capacité et sans revenus, il est difficile d’investir les espaces politiques et publics;
* L’application différenciée des normes sociales : les mariages forcés, l’excision qui en sont une résultante entre autres, …

A travers ces formes d’inégalités citées, la Spécialiste en genre démontre que le travail non-rémunéré des femmes affecte dangereusement leurs conditions de vie. Elle propose alors une lutte avec les hommes pour voir comment les politiques Burkinabé peuvent comptabiliser ce travail non-rémunéré des femmes afin de le valoriser pour que tous en tirent un bénéfice pour le développement du pays.

**Q3. Comment était traitée la question de l’émancipation de la femme sous la révolution ? Depuis ce temps à nos jours comment ça se passe ? Et que faut-il faire aujourd’hui pour contribuer à avoir cette égalité ?**

Pour la réponse à ces questions, il a été demandé aux communicatrices qui étaient des actrices de la révolution de partager leurs témoignages.

**Béatrice Damiba** : En effet, au début de la révolution, lorsque le président Sankara est arrivé aux affaires, les femmes ont beaucoup plus adhéré à la révolution que les hommes.

Bien qu’il y ait eu une politique en faveur de la femme avant, la révolution a été un accélérateur des luttes des organisations de femmes. Le discours d’orientation politique prononcé le 02 octobre 1983 a appelé les femmes à se mobiliser et à s’organiser pour se libérer. La révolution a mis l’accent sur l’éducation, l’alphabétisation, la lutte contre les pratiques dégradantes qui a abouti à l’adoption du code des personnes et de la famille. Il y a eu également la création des groupes d’intérêt économique pour favoriser le développement du « Faso Danfani », c’est-à-dire le tissu en coton tissé par les femmes. Un programme de développement populaire a été mis en œuvre pour permettre à tout le monde de travailler ensemble. Elle termine en disant que si l’on continuait de s’inspirer de cette politique de la révolution, nous serions beaucoup plus loin aujourd’hui au plan économique.

**Eve SANON :** elle a débuté son témoignage par la lecture d’un extrait du discours du Président Sankara lors du 08 mars 1987 avant de parler de sa nomination au poste de Haut-commissaire dans le Sanguié sous la révolution. Elle termine en ces termes : « chaque être humain a son importance et sa place dans la société, je viens juste avec la révolution pour ouvrir la porte aux femmes afin qu’elles se libèrent de la tutelle de la société » disait Sankara. Sans lui beaucoup de choses ne se seraient pas réalisées jusqu’à nos jours au Burkina.

**Adèle Traoré :** il faut savoir qu’avant la révolution, il y a eu des initiatives à l’endroit de la promotion de la femme, mais nous croyons que le Président Sankara, à travers ses discours et ses actions, a contribué véritablement à l’éveil et la prise de conscience des femmes. Nous nous souvenons que c’est sous la révolution que des femmes ont accédé à des postes qui vont au-delà de leurs rôles sociaux habituels. La planification familiale qui était un tabou a été promue et vulgarisée. Sankara était le réel défenseur des droits des femmes. Il a beaucoup contribué à l’éveil et à l’édification de la femme parce qu’il la mise au centre de ses préoccupations et en a fait la pierre angulaire du développement du Burkina à l’époque de la révolution.

**Mariamé OUATTARA :** elle a lu quelques extraits du discours du Président Sankara du 08 Mars 1987 et dit s’être appuyée sur trois éléments dans ce discours à savoir : ce qu’est le 8 mars, le diagnostic sur la situation de la femme et les stratégies proposées pour venir à bout de la situation de la femme. Après avoir développé ses différents éléments avec les extraits de discours, elle termine en disant que pour elle, l’émancipation de la femme sous la révolution fait de Sankara le précurseur de l’approche genre développement au Burkina, un facteur indispensable aux politiques de développement d’un pays.

**Q4. Pour finir les échanges des communicatrices sur le thème, il a été demandé ce qui pouvait être fait dans les politiques publique pour gagner la lutte de l’émancipation de la femme.**

Plusieurs propositions ont été faites :

* Intégrer la masculinité c’est-à-dire penser à la masculinité dans l’ensemble des politiques de lutte pour l’émancipation des femmes ;
* Sensibiliser les femmes surtout les jeunes filles contre les comportements à risque ;
* Encourager l’autonomisation financière des femmes à travers un accompagnement à l’accès au crédit ;
* Créer une banque des femmes qui les accompagne dans le montage, le financement, et le suivi durant la réalisation de leurs projets ;
* Scolariser les filles ;
* Adapter tous les concepts de la lutte à nos réalités pour amener hommes et femmes à adhérer à cette politique et aussi faire un diagnostic endogène de la situation de la femme au Burkina.

**PHASE DE DISCUSSIONS AVEC LES PARTICIPANTS**

Les discussions avec les participants ont été très animées, ce qui démontre le grand intérêt du public pour les questions liées à l’émancipation des femmes. Au total plus d’une vingtaine de questions ont été posées. Certaines sur le travail non-rémunéré de la femme, d’autres sur son émancipation économique et politique.

Les communicatrices ont apporté des éclaircissements aux préoccupations des participants à travers des réponses bien fournies et argumentées. Ce fut une course contre la montre parce qu’il y avait beaucoup à dire pour peu le peu de temps qui restait.

**CONCLUSION**

Au terme de ce panel, les participants ont très bien apprécié la qualité des interventions et des différents témoignages de personnes compétentes et qualifiées qui avaient beaucoup à dire sur la question de l’émancipation de la femme. Mais le manque de temps pour des échanges plus approfondis a été relevé comme le principal bémol qui a entaché la conférence.

Débuté 19h 04 minutes, dans la soirée du 07 mars, le panel a pris fin à 23h 07 minutes. Les communicatrices se sont ensuite prêtées aux questions personnelles des participants et aux échanges d’adresses avant de quitter la salle de conférence.

Bobo le 14 mars 2021

KANKY Charlotte

Chargée d’animation du RTCF,

Section Bobo et Banfora,

Afrique Verte Burkina,

01 BP 6129 Ouaga 01

Burkina Faso

E-mail : [charlottekanky@gmail.com](mailto:charlottekanky@gmail.com)

Tel : 70 94 65 69 / 78 01 78 92